

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-061 du 30 NOV. 2025  
portant actualisation et consolidation des prescriptions  
techniques applicables à l'établissement MSSA  
situé au 111 rue de la Volta  
sur la commune de Saint-Marcel**

La préfète de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la décision 2016/1032 de la commission européenne du 13 juin 2016, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), dans l'industrie des métaux non ferreux ;

**VU** le code de l'environnement, et notamment son titre 1<sup>er</sup> des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles R. 181-45 et R.181-46 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe R. 511-9 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2/2/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4/10/2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23/07/97 relatif aux stockages de chlore gazeux liquéfié sous pression lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 18 tonnes ;

**VU** l'arrêté ministériel du 18/04/08 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10/03/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 05/12/16 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques 2915.1 et 2915.2) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n°2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11/09/03 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration (rubrique 1.1.1.0) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 09/08/06 relatif aux rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux (rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 modifiant l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0 (1° b et 2° b) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**VU** le Plan de Prévention des Risques Technologiques approuvé le 6 février 2014 ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée, approuvé par arrêté du 21 mars 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1999 réglementant l'ensemble des activités exercées par la société MSSA sur le territoire de la commune de Saint-Marcel, modifié notamment par :

- l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003, portant prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation de l'usine « basse » et de l'usine « haute »,
- l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2005, portant prescriptions complémentaires relatives aux stockages d'acides chlorhydrique et sulfurique,
- l'arrêté préfectoral du 8 avril 2008, portant prescriptions complémentaires relatives à la détention et la mise en œuvre de substances radioactives (Cs 137),
- l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2009, relatif à l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau,
- l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012, portant prescriptions complémentaires suite à la mise à jour de l'étude des dangers du 24 octobre 2007 relative à l'usine « basse »,
- l'arrêté préfectoral du 8 août 2014, fixant le montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations,
- l'arrêté préfectoral du 17 février 2017, prescrivant l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires,
- l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2017, relatif au fonctionnement de l'installation en cas d'atteintes des niveaux d'alerte du dispositif préfectoral de gestion des épisodes de pollution,
- l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2018, portant prescriptions complémentaires relatives à la mise en service de cellules d'électrolyse de production de lithium à l'usine basse, à la mise en service de deux nouvelles voies ferrées à l'usine haute, à la modification de la répartition des capacités de stockage de chlore et actualisant le tableau des activités au titre de la nomenclature,
- l'arrêté du 10 juin 2021, prescrivant des compléments à apporter au plan d'opération interne (Post-Lubrizol),
- l'arrêté du 29 juillet 2021 portant modification des capacités de stockage de chlore ;

**VU** le dossier de réexamen et le rapport de base référencés CACICE170118 / RACICE02650-03 BME-ALEB / VAL du 8 septembre 2017 transmis par MSSA le 26 septembre 2017 et complété par courrier du 24 septembre 2018 ;

**VU** le dossier transmis le 18 septembre 2018 pour le projet de séparation des chlores de l'usine haute ;

**VU** le dossier complémentaire au dossier de séparation des chlores transmis le 22 janvier 2019 en vue de modifier l'utilisation de la citerne de stockage 17 ;

**VU** la décision d'examen au cas par cas du 4 mai 2020 de non soumission à évaluation environnementale du projet de mise en service d'une colonne de débromation du chlore à l'usine haute suite à la transmission par l'exploitant d'un courrier référencé SM/SM/091219 du 9 décembre 2019 et d'un dossier de porter à connaissance ;

**VU** la décision d'examen au cas par cas du 22/11/2021 de non soumission à évaluation environnementale du projet de mise en service d'une installation de concentration du résidu bromé, suite à la transmission par l'exploitant d'un courrier; du 20 octobre 2021 et d'un dossier de porter à connaissance ;

**VU** le dossier de porter à connaissance de modifications du 8/7/2021, en vue de mettre en service un évaporateur en sortie du bouilleur de la colonne de débromation ;

**VU** le dossier de porter à connaissance transmis par courrier électronique du 23/03/2023 concernant le projet d'augmentation de la capacité de fabrication de lingots de sodium en mettant en service une nouvelle extrudeuse ;

**VU** le rapport d'inspection du 9/05/2023 suite à la visite sur site du 29/03/2023 concernant les porter à connaissance susvisé ;

**VU** les études successives remises au regard des risques chroniques :

- ☐ Étude d'impact sanitaire remise en novembre 2012,
- ☐ Étude interne MSSA technico-économique de septembre 2012 de réduction des émissions diffuses de poussières et de chlore,
- ☐ Expertise INERIS du 2 avril 2014 de la métrologie du chlore gazeux autour de MSSA,
- ☐ Étude de faisabilité INERIS du 2 juin 2017 concernant la métrologie du Cl<sub>2</sub>,
- ☐ Dossier de réexamen et rapport de base IED transmis par courrier du 26 septembre 2017,
- ☐ Étude INERIS de septembre 2019 de canalisations des rejets des salles d'électrolyse,
- ☐ Étude d'interprétation de l'état des milieux (IEM) remise en février 2023, complétée le 16/10/2023 (analyses végétaux et propositions de suites),
- ☐ Courrier MSSA du 18 juillet 2024 proposant des mesures de gestion,
- ☐ Courriel MSSA du 15 novembre 2024 de présentation de la nouvelle stratégie,

**VU** les études successives remises au titre des risques accidentels :

- ☐ Rapport de l'inspection des installations classées au préfet de la Savoie du 25 février 2016 (Réf : 20151209-RAP-ExamenEDDMSSA483-v04) concernant le premier examen de l'étude de dangers remise le 16 avril 2015 par MSSA,
- ☐ Examen critique MSSA de la stratégie de résilience et de sauvegarde en cas d'impossibilité temporaire d'évacuer le chlore produit sur le site de Saint-Marcel du 28 octobre 2016,
- ☐ Compléments à l'étude de dangers transmis par courrier du 8 novembre 2016 (référence 5373 D01 MSSA Mémoire réponse C cl.doc),
- ☐ Étude de dangers consolidée transmise par courrier du 22 novembre 2016 (référence 5373 D04 MSSA EDD 2016 C cl.docx),
- ☐ Version révisée de l'étude de dangers consolidée transmise par courrier du 31 mai 2018 intégrant notamment les résultats des dernières modélisations (référence EDD 2018 consolidée),
- ☐ Version révisée de l'étude de dangers consolidée transmise par courrier le 5 juillet 2019 (mise à jour avec nouvelles modélisations 3D et intégration de la séparation des chlore) ,
- ☐ Etude de dimensionnement de la tour d'assainissement d'octobre 2021,
- ☐ Étude séisme transmise à l'inspection le 29 mars 2023, échéancier transmis par courrier du 13 décembre 2023,



- Version révisée de l'étude de danger remise le premier août 2023 intégrant des modifications de MMR (découlant notamment du redimensionnement de la tour d'assainissement), les stockages d'azote, d'argon et d'oxygène, les stockages de sodium, lithium et leurs résidus, les nouveaux équipements de débromation du chlore, de concentration et d'évaporation du résidu bromé et afin de réviser les APR suite à trois incidents,
- Echancier actualisé de mise en œuvre des MMR transmis le 9 novembre 2023 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 13 août 2025 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 22 août 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté présentées par courrier en date du 30 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la rubrique associée à l'activité principale exercée par MSSA est la rubrique 3250 (transformation de métaux non ferreux) et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont éditées dans le BREF NFM concernant le traitement des métaux non ferreux pour la production de sodium et de lithium ;

**CONSIDÉRANT** que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF NFM ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 13 juin 2016 ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émission décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à l'industrie des métaux non ferreux ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1999 nécessite une actualisation globale au vu des arrêtés ministériels susvisés et des documents relatifs aux meilleures technologies disponibles (décision d'exécution (UE) 2016/1032 établissant les conclusions sur les MTD dans l'industrie des métaux non ferreux (BREF NFM), décision d'exécution (UE) 2016/902 de la commission du 30 mai 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique) ;

**CONSIDÉRANT** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence de populations aux abords immédiats du site ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R.516-2 (IV, 3°) du code de l'environnement, les garanties financières doivent couvrir, pour les installations mentionnées au 3° de l'article R. 516-1, la surveillance et maintien en sécurité de l'installation, y compris, si nécessaire, le reconditionnement et l'évacuation des substances, préparations ou mélanges dangereux présents sur le site et susceptibles d'affecter l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de maintenir un montant de garanties financières prescrites par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1999 ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à MSSA sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les études relatives aux risques chroniques et en particulier l'étude d'interprétation de l'état des milieux, mettent en évidence un impact sanitaire théorique pour le Cl2 en deux points sans tenir compte de la dégradation de Cl2 dans l'environnement et des freins métrologiques (absence de technologies permettant de mesurer le Cl2 dans l'environnement à de tels niveaux de concentrations très faibles) ;

**CONSIDÉRANT** que ces mêmes études mettent en évidence un risque de dégradation des milieux et qu'une surveillance environnementale s'impose ;

**CONSIDÉRANT** également que la surveillance des rejets aqueux met en évidence des rejets en Vanadium et Baryum présentant des pics importants et qu'il convient de prescrire à MSSA :

- ☐ La réalisation d'un diagnostic et une analyse des résultats des émissions de vanadium et de baryum à la STEL
- ☐ La mise en œuvre un plan d'actions pour réduire au maximum les émissions, au besoin à l'issue de la réalisation d'une étude technico-économique ;

**CONSIDÉRANT** que les dossiers « porter à connaissance » susvisés (séparation des chlores, débromation, concentration et évaporation du résidu bromé, mise en service d'une nouvelle extrudeuse), ne constituent pas des modifications substantielles et qu'il convient de rendre applicable à ces installations les prescriptions de l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prescrire des Mesures de Maîtrise des Risques supplémentaires pour rendre le risque global du site acceptable ;

**CONSIDÉRANT** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

**CONSIDÉRANT** que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**CONSIDÉRANT** que la société MSSA a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R.181-45 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

## **ARRÊTE**

### **1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société MSSA, (SIRET 41021904200026), dont le siège social est situé à 111 rue de la Volta, 73 600 Saint-Marcel est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des arrêtés préfectoraux des 4 février 1998 et 23 septembre 1999 modifiés, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Saint-Marcel, au 111 rue de la Volta (coordonnées Lambert 93 X=977992 et Y=6494905), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Parties du site	Parcelles
Usine haute	D1390
Usine basse	D1335, D1012, D1013, D1339, D1483
Chloroducs, sodioducs et autres fluides	D770, D776, D794, D1007, D1465, D1021, D1340, D1482

Les plans des installations figurent en annexe 3 confidentielle.

##### **1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Sauf dispositions particulières prescrites au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous (en leurs prescriptions applicables aux installations existantes).

### 1.1.4 Modifications portées à la connaissance du préfet

Il est pris acte des modifications des installations susvisées portées à la connaissance du préfet : séparation des chlores, débromation du chlore, concentration et évaporation du résidu bromé à l'usine haute et d'extension de la fabrication de lingots de sodium par extrusion à l'usine basse. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables à ces installations qui sont exploitées conformément aux dossiers de porter à connaissance.

### 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Ru- brique	Libellé de la rubrique (Activité)	Nature de l'installa- tion	Volume autorisé	Régime
4610-1	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t (A-1) Quantité seuil haut : 500 t.	Fabrication, emploi et stockage de sodium, lithium et autres substances réagissant violemment au contact de l'eau	2900 t <u>Usine basse</u> 1870 t de sodium réparties comme suit : - Stockage de sodium liquide <input type="checkbox"/> 1 citerne de 70 t (65 t max) <input type="checkbox"/> 2 citernes de 60 t (56 t max) <input type="checkbox"/> 1 citerne de 60 t (56 t max) <input type="checkbox"/> 2 citernes de 30 t (28 t max) <input type="checkbox"/> Petits jaugeurs tampons (procédé) : 30 t <input type="checkbox"/> Conteneurs mobiles (procédé) : 40 t <input type="checkbox"/> 1 isoconteneur fixe : 20 t (18,3 t max) <input type="checkbox"/> 3 réservoirs tampon de 5 t - Stockage de sodium commercial solide <input type="checkbox"/> Fûts et emballages agréés pour le transport : 500 t <input type="checkbox"/> Conteneurs de 4 t : 200 t <input type="checkbox"/> Iso conteneurs de 20 t : 780 t Résidus de sodium (solide) : 200 t <input type="checkbox"/> Produits à recycler, résidus à traiter (brûlage, hydrolyse) en fûts : 200 t Dispersion de sodium dans l'huile à 30% : 10 t Monoxyde de sodium : 16,5 t <input type="checkbox"/> 1.5 t en fabrication <input type="checkbox"/> 15 t de stockage Potassium : 3 t <input type="checkbox"/> Refonte de 250 kg maximum <input type="checkbox"/> 2,75 t de potassium solide Fluorure de potassium : 5 t	A-SH



Rubrique	Libellé de la rubrique (Activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
			<p>Lithium : 52,4 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>300 kg de lithium liquide par conteneur mobile soit jusqu'à 1,8 t/j pour 6 cellules en fonctionnement et 2,4 t/j pour 8 cellules en fonctionnement</li> <li>Stockage de 50 t de lithium solide en fûts</li> </ul> <hr/> <p>Résidus de lithium (solides) : 10 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Produits à recycler, à traiter (brûlage, hydrolyse) en fûts : 10 t</li> </ul> <hr/> <p><u>Usine haute</u></p> <p>700 t de sodium</p> <p>Stockage de sodium liquide</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2 citernes fixes de 60 t (56 t max)</li> </ul> <p>Stockage de sodium commercial solide</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Wagons ou iso conteneurs : 600 t</li> </ul>	
4140-1.a)	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301)</p> <p>1. Substances et mélanges solides</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t (A-1)</p> <p>Quantité seuil haut : 200 t.</p>	<p>Emploi et stockage de chlorure de baryum</p>	<p><u>Usine Basse</u></p> <p>Chlorure de baryum <math>\text{BaCl}_2</math> : 525 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Emploi : 450 t emploi</li> <li>Stockage : 75 t</li> </ul>	A-SH
4510-1	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t (A-1)</p> <p>Quantité seuil haut : 200 t.</p>	<p>Fabrication d'eau de javel</p> <p>Stockage d'eau de javel</p>	<p><u>Usine haute :</u></p> <p>Javel : 541 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 réacteur de production (en quantité inférieure à 25 tonnes)</li> <li>3 chloreurs de 10 tonnes</li> <li>Stockage de 124 t pour la production courante</li> <li>Stockage de 372 t pour la javel produite en cas de destruction massive de chlore.</li> </ul>	A- SH

Rubrique	Libellé de la rubrique (Activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
			<u>Usine basse</u> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Heptane : 0,5 t</li> <li><input type="checkbox"/> Heptane souillé : 0,5 t</li> <li><input type="checkbox"/> Iode : 0,008 t</li> </ul>	
4630-1	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH029 (au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t (A-3) Quantité seuil bas : 50 t.	Fabrication, emploi et stockage	Vidanges de réacteur (mélange graphite/V2O5) Usine basse : 20 t <hr/> Tétrachlorure de vanadium VCl <sub>4</sub> Usine basse : 24 t <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 3 t en fabrication</li> <li><input type="checkbox"/> Capacité maximale de stockage fixe : 11 t</li> <li><input type="checkbox"/> Capacité maximale de stockage commercial : 10 t</li> </ul> <hr/> Oxytrichlorure de vanadium (VOCl <sub>3</sub> ) Usine basse : 84 t <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 2 stockages fixes de 30 t</li> <li><input type="checkbox"/> 16 t de stockage commercial</li> <li><input type="checkbox"/> 8 t en fabrication</li> </ul>	A-SB
4120-2a)	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation a) Supérieure ou égale à 10 t (A-1)	Fabrication, emploi et stockage	Tétrachlorure de Titane TiCl <sub>4</sub> Usine basse : 9 t <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 4 conteneurs de 1.5 t</li> <li><input type="checkbox"/> 2 conteneurs navette de 1.5 t</li> </ul> Mélange oxytrichlorure de vanadium/tétrachlorure de titane VOCl <sub>3</sub> /TiCl <sub>4</sub> Usine basse : 17 t <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 2 t en fabrication</li> <li><input type="checkbox"/> Capacité maximale de stockage commercial : 15 t</li> </ul>	A
4130-2a)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation a) Supérieure ou égale à 10 t	Fabrication et stockage	Tétrachlorure de carbone Usine haute : 500 kg de CCl <sub>4</sub> en solution  Chlorure de nickel Usine basse et haute : 2,45 t	A

Rubrique	Libellé de la rubrique (Activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
4440-1	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3 Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation 1. Supérieure ou égale à 50 t	Fabrication et stockage	Peroxyde de sodium Usine basse : 51,2 t <input type="checkbox"/> Fabrication de peroxyde de sodium < 1200 kg dans les installations : Four : 200 kg Tamisage : 1000 kg <input type="checkbox"/> Stockage : 50 t	A
3250-1	Transformation des métaux non ferreux Production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques	Production de sodium et de lithium par électrolyse	Fabrication et emploi de sodium et de lithium liquide avec capacité totale de production de 28000 t/an <input type="checkbox"/> 92 cellules d'électrolyse (sodium + lithium) au maximum au total dans les limites suivantes : <div> <div>○ Jusqu'à 92 cellules d'électrolyse du chlorure de sodium de 350 kW chacune</div> <div>○ Jusqu'à 8 cellules d'électrolyse du chlorure de lithium avec capacité de production de 275 kg/cellule/j (soit 1,65 t/j pour 6 cellules et 2,2 t/j pour 8 cellules)</div> </div> <input type="checkbox"/> Traitement du sodium par filtration (primaire, S+, Sopure et secondaire) <input type="checkbox"/> Affinage du sodium : raffinage et extra-raffinage <input type="checkbox"/> Conditionnement de sodium liquide en iso conteneurs et en wagons, en lingots et en fûts <input type="checkbox"/> Conditionnement de lithium liquide en fûts	A - IED

Rubrique	Libellé de la rubrique (Activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
3420-a	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : a. Gaz, tels qu'ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, chlorure de carbonyle	Production de chlore	Production de chlore	A - IED
3420-e	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que e. Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium	Production	Production d'oxydes de sodium, de dérivés chlorés du vanadium, d'hypochlorite de sodium	A-IED
2790-1	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Hydrolyse et brûlage internes	Installation interne Hydrolyse des résidus contenant du sodium ou du lithium  Quantité maximale de résidus de sodium issus de la production interne susceptible d'être présente dans les installations : 3 tonnes	A



Rubrique	Libellé de la rubrique (Activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
1630-1	<p>Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de)</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 250 t</p>	Emploi et stockage de soude	<p>Soude : 505.25 t</p> <p>Usine basse : 63 tonnes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 1 citerne de 27 m<sup>3</sup> de soude à 50% : 41 t</li> <li><input type="checkbox"/> Tour vanadium (soude à 20%) : 6 m<sup>3</sup> + 2x3.5 m<sup>3</sup> soit 16 t</li> <li><input type="checkbox"/> Tour Degussa (soude à 20%) : 6 t</li> </ul> <p>Usine haute : 442.25 tonnes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 1 citerne de 40 m<sup>3</sup> de soude à 50% : 60 t</li> <li><input type="checkbox"/> 2 citernes de 150m<sup>3</sup> de soude à 22% : 360 t</li> <li><input type="checkbox"/> Tour assainissement (soude à 22%) : 2x7 m<sup>3</sup> (utilisation et attente) : 17 t</li> <li><input type="checkbox"/> Réacteur de neutralisation colonne de concentration : 1 tonne</li> <li><input type="checkbox"/> 3 chloreurs de 5 m<sup>3</sup>, 6 m<sup>3</sup> et 6 m<sup>3</sup> : 4,25 t</li> </ul>	A
2921-1.a)	<p>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)</p>	Refroidissement des cellules d'électrolyse, d'échangeurs et de groupes frigorifiques	<p>15 720 kW</p> <p>Usine basse : 13 320 kW</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Circuit électrolyse EL1 : 3 tours aéroréfrigérantes de 2040 kW: 6 120 kW</li> <li><input type="checkbox"/> Circuit électrolyse EL2 : 3 tours aéroréfrigérantes de 2400 kW: 7 200 kW</li> </ul> <p>Usine haute : 2 400 kW</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Circuit liquéfaction du chlore (usine haute) : 2 tours aéroréfrigérantes 1200 kW</li> </ul>	E

Ru- brique	Libellé de la rubrique (Activité)	Nature de l'installa- tion	Volume autorisé	Régime
1185- 2a)	Gaz à effet de serre fluo- rés (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équi- pements clos en exploi- tation a) Equipements frigori- fiques ou climatiques (y compris pompe à cha- leur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installa- tion étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)	Emploi de fluide fri- gorifique R507	R507 : 2200 kg Usine haute □ 4 lignes de liquéfaction de 550 kg chacune (80 kg par li- quéfacteur, 170 kg par groupe froid et 200 kg par groupe de tuyauteries)	DC
4718- 2.b)	Gaz inflammables liqué- fiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) Quantité totale suscep- tible d'être présente dans l'installation 2. Pour les autres instal- lations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)	Stockage fixe de propane	Propane : 30 t Usine basse □ 1 réservoir fixe de 30 tonnes	DC
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) Quantité totale suscep- tible d'être présente dans l'installation 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)	Stockage fixe d'oxy- gène	Oxygène : 12 t Usine basse □ 1 réservoir fixe de 12 tonnes	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (Activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
2915-2	<p>Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</p> <p>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) étant supérieure à 250 l (D)</p>	Procédés de chauffage	<p>11 400 l</p> <p>Usine basse</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 4000 l pour les 2 citernes de sodium</li> <li><input type="checkbox"/> 1000 l pour les filtrations primaire et S+</li> <li><input type="checkbox"/> 1500 l pour le poste de chargement des isoconteneurs</li> </ul> <p>Usine haute</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 2500 l pour le chauffage des 2 citernes de 60 t de sodium</li> <li><input type="checkbox"/> 2000 l pour le refroidissement des wagons de sodium</li> </ul>	D
2910-A	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p>		<p>3 installations concernées : Puissance thermique nominale totale : 3 MW</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 2 groupes électrogènes de 1000 kW chacun (fuel)</li> <li><input type="checkbox"/> Brûleur de démarrage des cellules d'électrolyse 1000 kW (fuel)</li> </ul>	D

(\*) A (autorisation), SH (seuil haut), IED (relevant de la directive IED), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité maximale	Régime de classement
4710	Chlore (numéro CAS 7782-50-5) Fabrication, emploi et stockage	« Voir annexe 1 »	A-SH

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Les installations relèvent également des rubriques IOTA (installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau et les milieux aquatiques) suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2 Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejet des eaux pluviales du site à l'Isère	Superficie totale : 7,9 ha (7 ha usine basse et 0,9 ha usine haute)	D
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Piézomètres pour le suivi de la qualité des eaux souterraines	3 piézomètres	D
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui	Rejets périodiques à l'Isère des limons issus du curage de la fosse de prélèvement à l'Isère, utilisée lors des arrêts du canal EDF	-	D



Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	y figurent.			

(\*) A (autorisation), D (Déclaration)

### 1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil haut par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour la rubrique/les rubriques 4610, 4710, 4140 et 4510 :

- ☐ relative aux dangers pour la santé la rubrique/les rubriques 47xx (voir annexe 1), 4140 ;
- ☐ relative aux dangers physiques pour la rubrique/les rubriques 47xx (voir annexe 1), 4610 ;
- ☐ relative aux dangers pour l'environnement pour la rubrique/les rubriques 47xx (voir annexe 1), 4510.

### 1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3250.1 relative à la transformation de métaux et alliages non ferreux pour la production de sodium et de lithium par électrolyse et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF NFM – industrie des métaux non ferreux.

### 1.3 Conformité aux dossiers de demande d'autorisation et de porters à connaissance

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans ses projets soumis à examen au cas par cas.

### 1.4 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : *usage industriel*.

### 1.5 Garanties financières

#### 1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 4710, 4610 (Seveso seuil haut).

Le montant de référence des garanties financières a été fixé à 228 674 € TTC (deux cent vingt-huit mille cinq cent soixante-quatorze euros) à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 septembre 1999 (garanties financières « Seveso Seuil Haut »).

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

#### 1.5.2 Actualisation des garanties financières

Avant le 31 décembre 2025, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- ☐ le document attestant la constitution des garanties financières établie et actualisée dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- ☐ la valeur datée du dernier indice public TP01.

### **1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- ☐ Le dossier de demande d'autorisation initial,
- ☐ Les plans tenus à jour
- ☐ Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- ☐ Les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- ☐ Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- ☐ Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### **2.1 Conception des installations**

#### **2.1.1 Conduits et installations raccordées**

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Four Manguin, séchage du sel, (cyclone et tour de lavage)	1460 kW	Propane	Usine basse
Conduit N° 2	Four Comessa, séchage du sel, cyclone et tour de lavage	1000 kW	Propane	Usine basse
Conduit N° 3	Four Monoxyde (colonne de lavage oxydation du sodium)	70 kW	Propane	Usine basse, four tournant, 130°C Capacité 200 kg de sodium, système de dépoussiérage
Conduit N° 4	Four Peroxyde (colonne de lavage oxydation du monoxyde de sodium)	70 kW	Propane	Usine basse, four tournant, 380 °C Fonctionnement par campagne

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
				de 150 kg/j. Capacité 200 kg de sodium, absence de dépoussiérage (rejets minimes), rejet en façade de l'atelier
Conduit N° 5	Tour vanadium (colonne de lavage de la fabrication des chlorures de vanadium)	L	L	Usine basse, traitement des rejets de l'atelier vanadium par transformation du chlore en hypochlorite de sodium au contact de la soude
Conduit N° 6	Tour Socrématic (colonne de lavage du brûlage des résidus) usine basse	L	L	Usine basse, traitement des rejets de l'installation de brûlage des résidus de sodium et de lithium
Conduit N° 7	Tour Monsanto	L	L	Usine basse, traitement des rejets de l'hydrolyse des résidus de sodium ou de lithium, colonne de lavage
Conduit N°8	Tour DEGUSSA d'abattage	L	L	Usine basse, destruction du chlore gazeux par barbotage dans la soude à 20%
Conduit N°9	Tour d'abattage	L	L	Usine haute, traitement du chlore gazeux provenant du process et de la totalité du chlore produit en mode d'abattage total, production d'hypochlorite de sodium par contact chlore soude diluée
Conduit N°10	Tour d'assainissement	L	L	Usine haute, traitement du chlore dégagé accidentellement à l'usine haute (dispositif de sécurité)
Conduit N°11	Dépoussiéreur	L	L	Usine basse, aspiration des fines de sels de la salle d'électrolyse n°2

### 2.1.2 Conditions générales de rejet

Emissions canalisées :

	Hauteur en m	Diamètre en mm	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	7	400	5
Conduit N° 2	18	450	5
Conduit N° 3	8	50	5

Conduit N° 4	7	150	5
Conduit N° 5	14	250	5
Conduit N° 6	12	630	8
Conduit N° 7	12	400	8
Conduit N° 8	17	500	5
Conduit N° 9	15,18	500	5
Conduit N° 10	15,18	500	5
Conduit N°11	20	350	5

Emissions diffuses :

	Hauteur en m	Rejets	Vitesse mini d'éjection en m/s
Electrolyse Salle N°1	18	9 extracteurs	8
Electrolyse Salle N° 2	15	9 extracteurs	8

## **2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés**

### **2.2.1 Émissions canalisées**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Émissaire	Paramètres	Concentration maximale mg/Nm <sup>3</sup> sauf si autre unité précisée	Flux g/h
1	Poussières	10	50
2	Poussières	10	50
3	Poussières	10	10
4	Poussières	10	10
5	Poussières	10	100
	Vanadium et ses composés	3	30
	Chlore Cl <sub>2</sub>	1	10
6	Poussières	5	50
	Lithium	50 µg/Nm <sup>3</sup>	5
7	Poussières	5	50
	Lithium	50 µg/Nm <sup>3</sup>	5



Émissaire	Paramètres	Concentration maximale mg/Nm <sup>3</sup> sauf si autre unité précisée	Flux g/h
8	Chlore Cl <sub>2</sub>	1 en fonctionnement normal 5 en cas d'urgence ou d'anomalie de fonctionnement	-
9	Chlore Cl <sub>2</sub>	1 en fonctionnement normal 5 en cas d'urgence ou d'anomalie de fonctionnement	-
10	Chlore Cl <sub>2</sub>	1 en fonctionnement normal 5 en cas d'urgence ou d'anomalie de fonctionnement	-
11	Poussières	5	5

### 2.2.2 Émissions diffuses

Les émissions des salles d'électrolyse aux extracteurs respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux :

Émissaires	Paramètres	Concentration maximale admissible (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux en g/h
Extracteurs de la salle d'électrolyse n°1 (9 extracteurs)	Poussières totales	40	A mesurer
	Chlore (Cl <sub>2</sub> )	5	4 kg/h au total pour les 2 salles
	Sodium	A mesurer	A mesurer
	Chlorures particulaires	A mesurer	A mesurer
	Lithium	A mesurer	A mesurer
	Baryum*	A mesurer	A mesurer
Extracteurs de la salle d'électrolyse n°2 (9 extracteurs)	Poussières totales	40	A mesurer
	Chlore (Cl <sub>2</sub> )	5	4 kg/h au total pour les 2 salles
	Sodium	A mesurer	A mesurer
	Chlorures particulaires	A mesurer	A mesurer
	Lithium	A mesurer	A mesurer
	Baryum*	A mesurer	A mesurer
Salles d'électrolyse, aux postes de travail	Chlore (Cl <sub>2</sub> )	1	/

\*particulaire

Les valeurs limites prescrites ou « à mesurer » ci-dessus pourront être révisées ou fixées en fonction du plan d'actions de l'exploitant et des mesures qui seront prises (en particulier pour réduire ou canaliser les rejets des salles d'électrolyse) pour répondre à l'étude d'interprétation de l'état des milieux du 16 octobre 2023 (Rapport-Ineris-208941-2747773-IEM MSSA\_v4), conformément à l'article 2.5 ci-après.

## 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

### 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets dans les conditions suivantes :

Émissaire	Paramètres	Concentration maximale mg/Nm <sup>3</sup> sauf si autre unité précisée
1	Poussières	Annuelle + en continu*
2	Poussières	Annuelle + en continu*
3	Poussières	Annuelle + en continu*
4	Poussières	Annuelle + en continu*
5	Poussières	Annuelle + en continu*
	Vanadium et ses composés	Annuelle
	Chlore Cl <sub>2</sub>	Annuelle
6	Poussières	Annuelle + en continu*
	Lithium	Annuelle
7	Poussières	Annuelle + en continu*
	Lithium	Annuelle
8	Chlore Cl <sub>2</sub>	Annuelle
9	Chlore Cl <sub>2</sub>	Annuelle
10	Chlore Cl <sub>2</sub>	Annuelle
11	Poussières	Annuelle + en continu*

\* L'exploitant transmettra sous un an ses propositions de surveillance en continu ou sur paramètres de substitution. L'exploitant justifiera dans le même délai, le cas échéant, l'absence de solution pour mettre en place cette surveillance.

### 2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant assure une surveillance des émissions diffuses dans les conditions suivantes :

Émissaires	Paramètres	Périodicité de mesure
Extracteurs de la salle d'électrolyse n°1 (8 extracteurs)	Poussières totales	Trimestrielle
	Chlore (Cl <sub>2</sub> )	Mensuelle
	Sodium	Trimestrielle
	Chlorures particuliers	Trimestrielle
	Lithium	Trimestrielle
	Baryum	Trimestrielle

Émissaires	Paramètres	Périodicité de mesure
Extracteurs de la salle d'électrolyse n°2 (9 extracteurs)	Poussières totales	Trimestrielle
	Chlore (Cl <sub>2</sub> )	Mensuelle
	Sodium	Trimestrielle
	Chlorures particuliers	Trimestrielle
	Lithium	Trimestrielle
	Baryum	Trimestrielle
Salles d'électrolyse	Chlore (Cl <sub>2</sub> )	Surveillance en continu aux postes de travail

### 2.3.3 Bilan des émissions

L'exploitant établit le bilan des émissions suivant :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
Poussières	Surveillance des émissions diffuses	Semestrielle
Chlore Cl <sub>2</sub>		
Sodium		
Chlorures particuliers		
Lithium		
Baryum		

## 2.4 Surveillance environnementale

Afin de maîtriser les émissions atmosphériques et de suivre leurs effets, une surveillance environnementale autour des installations autorisées est réalisée selon les modalités définies dans les articles ci-après.

### 2.4.1 Plan de surveillance des retombées atmosphériques

Un an après la date de notification du présent arrêté, un plan de surveillance des retombées atmosphériques est défini et transmis à l'inspection des installations classées.

Il comporte notamment le périmètre retenu pour la zone d'étude, la nature des milieux et le contexte local, la description du site avec la localisation des zones d'émission, les polluants suivis (dont les chlorures, le lithium, le vanadium, baryum et sodium), les méthodes de prélèvements et d'analyse, la durée et la fréquence des périodes de prélèvements, les conditions météorologiques sur le site, la localisation et le nombre des points de prélèvements, incluant au moins un point témoin situé dans une zone hors influence de l'exploitation.

Il est mis à jour en tant que de besoin pour tenir compte des évolutions des installations ou de leur environnement.

### 2.4.2 Campagne de mesures dans l'environnement

La première campagne est programmée 6 mois après la transmission du plan de surveillance à l'inspection des installations classées. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur et au plan de surveillance.

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution au moins horaire. La station météorologique est installée et utilisée selon les bonnes pratiques de Météo France : à une hauteur de 10 m du sol en dehors de toute influence topographique et/ ou des bâtiments. Les données météorologiques provenant d'une station de Météo France ne sont utilisées que si leur représentativité a été démontrée. Une campagne de mesure dans l'environnement est réalisée au moins tous les 3 ans. Cette périodicité pourra être révisée en fonction des premiers résultats sur demande argumentée de l'exploitant.

#### **2.4.3 Rapport sur la campagne de mesure dans l'environnement**

Un rapport sur la campagne de mesure est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la fin des prélèvements.

Il comprend notamment :

- ☐ Les résultats des mesures de surveillance environnementale ;
- ☐ La présentation du site dans son contexte environnemental ;
- ☐ Le positionnement des différents points de prélèvement ;
- ☐ Les protocoles de prélèvements et analyses utilisées en précisant les normes si elles sont disponibles et les limites de quantification ;
- ☐ Une comparaison des résultats de mesures :
  - ☐ aux valeurs réglementaires et/ou aux valeurs guides disponibles et/ou aux référentiels locaux ou nationaux ,
  - ☐ entre les points impactés et les points témoins au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne,
  - ☐ par rapport à l'état initial et aux différentes campagnes déjà réalisées ;
- ☐ L'interprétation des résultats obtenus au regard de l'activité du site ;
- ☐ En cas d'anomalies (dont l'impossibilité de réaliser certaines mesures), des explications sur leur origine et les actions correctives menées ou prévues pour y remédier.

#### **2.5 Plan de gestion émissions des salles d'électrolyse**

L'exploitant met en œuvre un plan de gestion pour maîtriser la pollution à la source dans les salles d'électrolyse et traiter la pollution résiduelle. Des bilans de la mise en œuvre du plan de gestion sont établis tous les 6 mois.

#### **2.6 Emissions diffuses**

Les émissions diffuses lors des transferts du chlorure de lithium font l'objet d'une étude en vue de leur captation. Les conclusions et les propositions de l'exploitant sont transmises au préfet dans un délai d'un an.

#### **2.7 Dispositions spécifiques**

##### **2.7.1 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air**

###### **2.7.1.1 Mise en œuvre des mesures temporaires de réduction d'émissions de MSSA**

En cas d'atteinte du seuil d'information et de recommandation, dans le bassin d'air dans lequel le site est implanté, et pour le paramètre qui le concerne cités ci-dessous, l'exploitant informe le personnel et se prépare à une éventuelle procédure d'alerte.

En cas d'activation du dispositif de gestion des épisodes de pollution au niveau alerte dans le bassin d'air dans lequel le site est implanté, l'exploitant est tenu de mettre en œuvre, pour chaque niveau d'alerte dont les seuils et conditions de déclenchement figurent dans le document cadre zonal approuvé par l'arrêté zonal du 19 juin 2019, des mesures de réduction de ses émissions.

Les mesures de réduction à mettre en œuvre dépendent de la typologie d'épisode de pollution en cours, définie en annexe 5 du document cadre zonal précité (épisode de combustion, mixte, estival ou ponctuel).

Les mesures associées aux polluants de l'épisode qui ne seraient pas visés par cet arrêté relèvent des mesures génériques prévues pour le « secteur de l'industrie - toute activité » du document cadre zonal et mentionnées dans l'arrêté de police pris lors de l'épisode de pollution.

#### **2.7.1.2 Épisode de type « combustion » ou « mixte »**

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes :

En cas d'atteinte de l'alerte de 1er niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Activation de la cellule de suivi de l'épisode de pollution au sein de l'établissement pour la mise en place des actions ci-dessous :

- ☐ Sensibilisation du personnel et des entreprises extérieures sur l'existence d'un pic de pollution et sur la nécessité de suivre les recommandations sanitaires et comportementales appropriées en vue de lutter contre les émissions de particules (transports en commun, covoiturage, limitation des déplacements...)
- ☐ Stabilisation et contrôle accru des paramètres de fonctionnement des unités ou installations génératrices de poussières : stabilisation des charges, des quantités produites
- ☐ Report de l'ensemble des opérations non indispensables et émettrices de poussières (travaux, maintenance – notamment celle des systèmes de traitement, entretien...) à la fin de l'épisode de pollution, notamment report des opérations de nettoyage des conteneurs mobiles de sodium et des jaugeurs de sodium, report des opérations de petite hydrolyse des résidus de sodium et de nettoyage des isoconteneurs de sodium
- ☐ Limitation des manutentions de matières premières émettrices de poussières
- ☐ Pour les chantiers indispensables, réduire autant que faire se peut l'activité et mettre en place des mesures compensatoires (arrosage, etc.) durant l'épisode de pollution
- ☐ Vigilance accrue (par le personnel et les responsables du secteur) sur les process du site concernés par des émissions en poussières et sur l'application des bonnes pratiques :
  - contrôle renforcé de la qualité des réglages machines,
  - renforcement du contrôle des dispositifs de mesures en continu existants,
  - limiter l'usage des engins de manutentions thermiques au profit des engins électriques
- ☐ Sous réserve du maintien des conditions de sécurité, réduire, dans la mesure du possible, les durées d'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution.

En cas d'atteinte de l'alerte de 2<sup>e</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte :

- ☐ Application des mesures du 1<sup>er</sup> niveau d'alerte
- ☐ Report du démarrage d'unités notamment de nouvelles cellules d'électrolyse, à l'arrêt au moment de l'alerte, susceptibles d'être à l'origine d'émissions de poussières, jusqu'à la fin de l'épisode de pollution
- ☐ Report de phases de tests d'unité
- ☐ Contrôle renforcé du bon fonctionnement des systèmes de traitement avec arrêt immédiat des installations dont les systèmes de traitement seraient en dysfonctionnement et entraînent un dépassement des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral régissant le fonctionnement de MSSA.
- ☐ Arrêt des opérations de transfert de déchets pouvant générer des envols de particules.

En cas d'atteinte de l'alerte de 2<sup>e</sup> niveau aggravé de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte :

- ☐ Application des mesures du 2<sup>ème</sup> niveau d'alerte
- ☐ Anticiper l'arrêt des cellules qui fument pour lesquelles un arrêt était planifié à moins d'une semaine, pendant toute la durée de l'alerte.

Pour ce type d'alerte, le préfet pourra imposer à l'exploitant la mise en place de mesures plus contraignantes, et jugées nécessaires face à la gravité de l'épisode de pollution.

Ces mesures de réduction temporaires sont mises en œuvre selon les délais prévus dans l'arrêté inter préfectoral précité.

Les actions prévues ci-dessus ne doivent en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel, de l'environnement et des installations.

### **2.7.1.3 Sortie du dispositif**

A la sortie du dispositif au niveau d'alerte, et à réception du message de fin d'alerte, les mesures sont automatiquement levées.

Les dispositions ci-dessus font l'objet, de la part de l'exploitant, de procédures détaillées, tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **2.7.2 Suivi des actions temporaires de réduction des émissions de MSSA**

### **2.7.2.1 Information de l'inspecteur des installations classées**

L'exploitant informe, dans un délai de 24h ouvrées à compter de la réception du message d'alerte, l'inspecteur des installations classées des actions mises en œuvre.

Le contenu et la forme de cette information sont fixés en accord avec l'inspection des installations classées.

### **2.7.2.2 Bilan des actions temporaires de réduction d'émissions**

L'exploitant conserve durant 2 ans minimum, et tient à disposition de l'inspecteur des installations classées, un dossier consignait les actions menées suite à l'activation au niveau alerte du dispositif de gestion des épisodes de pollution atmosphérique.

Ce dossier comporte notamment les éléments suivants :



- Les messages d'alerte et de fin d'alerte concernant son établissement (Polluant et bassin d'air) reçus en application du document cadre zonal approuvé par l'arrêté zonal du 19 juin 2019 ;
- La liste des actions menées, faisant apparaître : le type d'action mise en œuvre, l'équipement concerné, la date et l'heure de début et de fin, une estimation de la quantité de polluants atmosphériques émis ainsi évitée.

### 2.7.3 Autosurveillance - bilan annuel

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le cadre de l'autosurveillance de ses rejets, un bilan annuel quantitatif des actions temporaires de réduction d'émissions mises en œuvre.

### 2.7.4 Pollutions accidentelles

L'exploitant met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres suivants :

- Concentration en chlore ;
- Vitesse et direction du vent ;
- Température ;

## 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

#### 3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement	Prélèvement maximal		
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Eau de surface : Isère dans le canal EDF de dérivation de la prise d'eau de Centron	Isère du barrage EDF de Centron à la confluence avec le Doron de Bozel	FRDR367b	Canal EDF chambre d'eau : 45.499193 6.564397	100	2400	876000
Eau de surface : Isère, prélèvement de secours en cas d'indisponibilité du canal EDF de dérivation de la prise d'eau de Centron	Isère du barrage EDF de Centron à la confluence avec le Doron de Bozel	FRDR367b	A vérifier 45.496128 6.562079	100	2400	24000

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement	Prélèvement maximal		
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Réseau d'adduction d'eau potable	Commune de Saint-Marcel	/	/	2.5	60	21900

### 3.1.2 Consommation spécifique

La consommation spécifique d'eau est limitée à 45 m³/tonne de sodium et de lithium produite, en moyenne annuelle.

### 3.1.3 Sobriété et sécheresse

MSSA met en œuvre un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) qui comprend :

- les actions mises en œuvre pour réduire la consommation d'eau dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse;
- les actions mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ce PSH comporte :

- un diagnostic précis de toutes les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (activités de laboratoire, usages domestiques, arrosages, lavage, etc.) et de l'ensemble des rejets associés,
- un positionnement par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) et à l'état de l'art de la filière,
- les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets qui ont été ou seront mises en place, d'une part de manière graduée en cas de mesures de restrictions imposées par le préfet, et d'autre part dans le fonctionnement courant de l'établissement. Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques,
- les éléments de calcul du volume de référence au sens de l'arrêté du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

### 3.1.4 Débit réservé

Les prélèvements directs dans l'Isère effectués pendant les indisponibilités du canal EDF permettent le maintien du débit réservé de l'Isère de 10% du module soit 2,46 m³/s.

## 3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

### 3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : d'une part le réseau d'eaux industrielles usées, d'autre part le réseau d'eaux pluviales et d'eau de refroidissement).

Le réseau d'eaux usées industrielles et le réseau d'eaux pluviales et de refroidissement circulent parallèlement jusqu'à la station de traitement des effluents liquides (STEL) située à l'usine basse. En sortie de STEL, les effluents industriels traités et les eaux pluviales et de refroidissement sont mélangés avant rejet à l'Isère.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à deux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Pt N°1	Canal EDF : 45.495592 6.561176	Eaux usées industrielles, eau de refroidissement, eaux pluviales	Canalisation de rejet global	Canal de rejet EDF Qui rejoint l'Isère à l'amont de Moûtiers (coordonnées Lambert 93 : X : 976170.50, Y : 6493146.34)
Pt N°2 Isère	45.495010 6.560465	Eaux usées industrielles, eau de refroidissement, eaux pluviales	Canalisation de rejet global	Rejet direct à l'Isère en cas d'indisponibilité du canal EDF (Environ 10 jours par an)

Et un point de rejet interne qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 3
Coordonnées	45.495192, 6.560335
Nature des effluents	Eaux usées industrielles
Exutoire du rejet	Réseaux d'eaux usées industrielles après traitement à la STEL, (rejoint le rejet global n°1 en période normale et le rejet n°2 en cas d'indisponibilité du canal EDF)
Traitement avant rejet	Physico-chimique
Conditions de raccordement	Raccordement après traitement à la STEL à la canalisation de rejet des effluents de l'ensemble du site

### 3.2.2 Dispositions générales

La réfrigération en circuit ouvert est interdite à l'exception du refroidissement des chloreurs. La mise en circuit fermé du refroidissement des chloreurs fait l'objet d'une étude technico-économique, accompagnée d'une proposition d'échéancier de mise en conformité. L'étude est transmise au préfet dans un délai de 6 mois.

La réfrigération en circuit ouvert est autorisée sur des périodes limitées pendant les travaux de maintenance sur les tours aéroréfrigérantes ou sur les groupes froids. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

### 3.3 Limitation des rejets

#### 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencés n°1 et 2 :

- ☐ Température maximale : 30 °C
- ☐ pH : entre 5.5 et 8.5
- ☐ Débit maximal journalier en moyenne mensuelle (eaux pluviales et eaux de refroidissement) : 3050 m<sup>3</sup>/j
- ☐ Débit maximum horaire des eaux de refroidissement : 100 m<sup>3</sup>/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 et 2	
		Concentration en moyenne journalière (mg/l, µg/l si précisé)	Flux maximal journalier (kg/j, g/j si précisé)
DCO	1314	40	30
MES	1305	30	20
DBO5	1313	8	6
Chlorures	1337	1500	3000
Lithium	1364	75	12
Chlore libre	1398	0.1	300 g/j
Nickel	1386	5 µg/l	40 g/j
Baryum	1396	/	/
Vanadium	1384	/	/
Sodium	1375	/	/
AOX	1106	1	600 g/j
Hydrocarbures totaux	7009	5	150 g/j
Hexachlorobenzène	1199	1 µg/l	0.5 g/j
Pentachlorobenzène	1888	0.1 µg/l	0.05 g/j
Benzo(a)pyrène	1115	25 µg/l	Somme des 5 HAP : 20 g/j
Benzo(b)fluoranthène	1116	25 µg/l	
Benzo(k)fluoranthène	1117	25 µg/l	
Benzo(g,h,i)pérylène	1118	25 µg/l	
Indéno(123-cd)pyrène	1204	25 µg/l	
Chloroforme	1135	50 µg/l	0.5 g/j
Zinc	1383	0.03	280 g/j

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 et 2	
		Concentration en moyenne journalière (mg/l, µg/l si précisé)	Flux maximal journalier (kg/j, g/j si précisé)
Plomb	1382	0.1	5 g/j
Arsenic	1369	25 µg/l	0.5 g/j
Chrome	1389	0.1	20 g/j
Cuivre	1392	0.15	10 g/j
Mercure	1387	25 µg/l	0.1 g/j

### 3.3.2 Rejets internes

Points de rejet référencé n°3 (rejets STEL):

- ☐ Température maximale : 30 °C
- ☐ pH : entre 5.5 et 8.5
- ☐ Débit maximal journalier : 850 m3/j
- ☐ Débit maximal journalier en moyenne mensuelle : 800 m3/j
- ☐ Débit maximum horaire : 60 m3/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°3	
		Concentration maximale (mg/l, µg/l si précisé)	Flux maximal journalier (Kg/j, g/j si précisé)
DCO	1314	100	20
MES	1305	35	10
DBO5	1313	30	3
Chlorures	1337	5000	2500
Lithium	1364	200	12
Chlore libre	1398	0,2	20 g/j
Nickel	1386	50 µg/l	37 g/j
Baryum	1396	/	/
Vanadium	1384	/	/
Sodium	1375	/	/
AOX	1106	1	600 g/j
Hydrocarbures totaux	7009	1	100 g/j
Hexachlorobenzène	1199	1 µg/l	0.5 g/j
Pentachlorobenzène	1888	0.1 µg/l	0.05 g/j
Benzo(a)pyrène	1115	25 µg/l	Somme des 5 HAP : 20 g/j
Benzo(b)fluoranthène	1116	25 µg/l	
Benzo(k)fluoranthène	1117	25 µg/l	
Benzo(g,h,i)pérylène	1118	25 µg/l	
Indéno(123-cd)pyrène	1204	25 µg/l	
Chloroforme	1135	50 µg/l	0.5 g/j
Zinc	1383	0.3	150 g/j
Plomb	1382	0.1	5 g/j
Arsenic	1369	25 µg/l	0.5 g/j
Chrome	1389	0.1	20 g/j

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°3	
		Concentration maximale (mg/l, µg/l si précisé)	Flux maximal journalier (Kg/j, g/j si précisé)
Cuivre	1392	0.15	10 g/j
Mercure	1387	25 µg/l	0.1 g/j

La concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative).

### 3.3.3 Rejets de baryum et de vanadium

Un diagnostic et un plan d'actions, accompagnés le cas échéant d'une étude technico-économique sont prescrits pour réduire les rejets de baryum et de vanadium dans l'Isère.

Les valeurs cibles à atteindre au niveau des rejets journaliers seront définis en fonction des conclusions des études précitées (diagnostic, plan d'actions, étude technico-économique) Les études sont remises dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

## 3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

### 3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau dans le canal EDF et dans l'Isère sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètre	Code SANDRE	Point de rejet n°1 et 2 Type de suivi : ponctuel	Fréquence de transmission	Point de rejet n°3 Type de suivi : 24h asservi débit	Fréquence de transmission
DCO	1314	Annuelle	Annuelle	Hebdomadaire	Mensuelle
MES	1305			Journalière	
DBO5	1313			Annuelle	
Chlorures	1337			Hebdomadaire	
Lithium	1364			Journalière	
Chlore libre	1398			Hebdomadaire	
Nickel	1386			Mensuelle	
Baryum	1396			Mensuelle	
Vanadium	1384			Mensuelle	
Sodium	1375			Mensuelle	
AOX	1106			Mensuelle	
Hydrocarbures totaux	7009			Hebdomadaire	
Hexachlorobenzène	1199	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Mensuelle
Pentachlorobenzène	1888			Annuelle	



Paramètre	Code SAND RE	Point de rejet n°1 et 2	Fréquence de transmission	Point de rejet n°3	Fréquence de transmission
		Type de suivi : ponctuel		Type de suivi : 24h asservi débit	
ne					
Benzo(a)pyrène	1115			Mensuelle	
Benzo(b)fluoranthène	1116			Mensuelle	
Benzo(k)fluoranthène	1117			Mensuelle	
Benzo(g,h,i)pérylène	1118			Mensuelle	
Indéno(123-cd)pyrène	1204			Mensuelle	
Chloroforme	1135			Annuelle	
Zinc	1383			Mensuelle	
Plomb	1382			Annuelle	
Arsenic	1369			Annuelle	
Chrome	1389			Annuelle	
Cuivre	1392			Annuelle	
Mercure	1387			Annuelle	

### 3.4.3 Contrôles de recalage (eau)

L'exploitant fait procéder à un contrôle de recalage (réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance) selon la périodicité définie ci-dessous :

Paramètre	Fréquence
DCO	Tous les deux ans Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvements et analyses) soient réalisées sous agrément.
MES	
DBO5	
Chlorures	
Lithium	
Chlore libre	
Nickel	
Baryum	
Vanadium	
Sodium	
AOX	
Hydrocarbures totaux	
Hexachlorobenzène	
Pentachlorobenzène	
Benzo(a)pyrène	
Benzo(b)fluoranthène	
Benzo(k)fluoranthène	
Benzo(g,h,i)pérylène	
Indéno(123-cd)pyrène	
Chloroforme	
Zinc	

Paramètre	Fréquence
Plomb	
Arsenic	
Chrome	
Cuivre	
Mercure	

### 3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

#### 3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure*	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté
P3	Amont	Nappe d'accompagnement de l'Isère
P5	Sur site	
P7	Aval	

\*Les numéros des ouvrages font référence aux numéros des ouvrages suivis par RIO TINTO, qui surveille ces piézomètres en tant qu'ancien exploitant du site.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
pH	1302	P3, P5, P7	Semestrielle
Conductivité	1303		
Température	1301		
DCO	1314		
Sodium	1375		
Baryum	1396		
Chlorures	1337		
Molybdène	1395		
Nickel	1386		
Zinc	1383		
Vanadium	1384		
Lithium	1364		
Hydrocarbures	7009		

#### 3.5.2 Surveillance des sols

Une procédure de surveillance des sols appropriée est définie. Cette procédure doit préciser notamment la localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer ainsi que les modalités de transmission des résultats.

Avant le 31 décembre 2027, l'exploitant propose un programme d'investigation pour la surveillance du sol (prélèvements de sol, piézais, suivi qualité des eaux souterraines...), en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base.

Ce programme sera basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site établie au regard des produits mentionnés dans le rapport de base. La liste des substances dangereuses, complément au rapport de base, est transmise à l'inspection dans un délai de 6 mois.

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Le programme d'investigations est actualisé et mis en œuvre tous les 10 ans.

### 3.5.3 Surveillance des eaux de surface

L'exploitant fait procéder à l'analyse des eaux de surface dans les conditions suivantes :

Paramètres	Localisation du point de mesure	Code Sandre	Fréquence de mesure
Baryum	En 4 points : • Canal EDF amont et aval du point de rejet de la STEL • Isère amont du site et aval de la centrale EDF (après la jonction du canal EDF et de l'Isère)	1396	Semestrielle
Lithium		1364	Semestrielle
Nickel		1386	Semestrielle
Vanadium		1384	Semestrielle
Sodium		1375	Semestrielle
Chlorures		1337	Semestrielle

## 4. PROTECTION DU CADRE DE VIE

### 4.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveaux de bruit en limite de propriété	65 dB(A)	60 dB(A)

### 4.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 5 ans au minimum.

### 4.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### 4.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### 5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

#### 5.1 Dispositions générales

##### 5.1.1 **Fonctionnement des unités**

La production de chlore et sodium s'effectue en continu.

Tout arrêt ne pourra être réalisé que pour des raisons exceptionnelles et devra être mené en respectant les procédures internes de mise en sécurité des installations.

##### 5.1.2 **Clôtures et surveillance des chloroducs**

L'usine basse et l'usine haute seront efficacement clôturées sur la totalité de leur périphérie.

La clôture sera facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.

L'interdiction d'accès à la forêt traversée par les chloroducs est matérialisée à chaque point d'accès et une vidéosurveillance est mise en place aux points d'accès.

##### 5.1.3 **Bâtiments et locaux**

Les bâtiments et locaux s'opposent efficacement à la propagation d'un incendie et permettent le confinement des fuites de gaz toxiques et leur traitement.

Dispositions constructives spécifiques :

Bâtiment/local	Dispositions constructives
	Local, sol, toiture
Usine basse : Bunker d'hydrolyse des résidus	Bunker en béton armé. Porte blindée. Toiture soufflable.
Usine haute : Cave abritant les stockages de chlore	Enceinte de confinement sans fuite susceptible d'entraîner après neutralisation et avant rejet à l'atmosphère, des concentrations supérieures à 5cm <sup>3</sup> /m <sup>3</sup> . Enceinte de confinement conçue pour résister au flash thermodynamique entraîné par la vidange complète d'un jaugeur plein (chlore liquide) par rupture du pied.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Organisation des stockages :

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité	Modalités de stockage	Dispositions particulières
Stockage des résidus de sodium et de lithium en attente d'élimination	Fûts contenant des résidus de sodium et de lithium solides	- quantité maximale de 210 t	- en conteneurs « boîtes » à l'usine basse (haut de l'usine basse et parc « iso ») - bâtiment 126	- Présence d'un seuil surélevé ou autre dispositif équivalent de rétention pour les locaux et aires de stockage - Absence d'eau sous toutes ses formes (tuyauteries eau/vapeur...) dans les bâtiments - Absence de matières combustibles dans les bâtiments ou à proximité des fûts
Stockage des produits finis (sodium, lithium, potassium)	Fûts contenant du sodium ou du lithium solide	- quantité maximale de 500 tonnes de lithium, 50 tonnes de sodium, 2,75 t de potassium	- bâtiment 18	
Stockage du monoxyde et du peroxyde de sodium	Fûts contenant du monoxyde et du peroxyde de sodium	- quantité maximale de 15 t	- bâtiment 30	

#### 5.1.4 Conception des installations

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 1 000 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans le règlement pour le transport des matières dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles sont indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symboles de dangers correspondant aux produits stockés.

Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail portent la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

#### 5.1.5 Salles de contrôle et dispositif de conduite des unités

Salles de contrôle

Les salles de contrôle des unités sont conçues de façon à assurer une protection suffisante des personnels et des dispositifs matériels associés à la sécurité des unités, contre les effets d'accidents susceptibles de survenir dans leur environnement proche, tels l'incendie, l'explosion, l'émission de gaz toxique.

Cette protection est suffisante notamment pour que :

- ☐ les procédures d'arrêt d'urgence, d'isolement, puissent être mises en œuvre jusqu'à achèvement ;

- le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations potentiels sont mis à disposition du personnel de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques. Ces protections individuelles sont adaptées aux interventions normales et aux circonstances accidentelles, et elles sont accessibles en toute circonstance.

#### Dispositif de conduite

Le dispositif de conduite ou de surveillance des unités comportant un risque toxique ou susceptible d'engendrer un tel risque notamment par effet domino, sera centralisé en salle de contrôle.

Ce dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Il est assuré par deux systèmes indépendants :

- « Système de conduite », assurant la conduite de la marche normale de l'unité et son maintien dans les limites du domaine sûr de fonctionnement,
- « Système de sécurité », assurant la mise en sécurité de l'unité, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

Les actions déclenchées par ce dernier système ne peuvent être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

#### **5.1.6 Systèmes d'alarme et de mise en sécurité**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

#### **5.1.7 Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité**

Chaque installation peut être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :

- Dérive du procédé au-delà des limites fixées dans le dossier sécurité
- Incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prend en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation :

- Automatiquement par l'intermédiaire, du système de sécurité visé au paragraphe 5.1.5 ;
- Et/ou par action manuelle sur des commandes de type « coup de poing » déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes « coup de poing », facilement accessible sans risque pour l'opérateur.



#### **5.1.8 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

Les bâtiments seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- Largeur de la bande de roulement : 3, 50 mètres,
- Rayons intérieurs de giration : 11 mètres,
- Hauteur libre : 3, 50 mètres,
- Résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

#### **5.1.9 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

Les postes de remplissage des isoconteneurs et des wagons (sodium et chlore) sont sur rétention.

L'atelier de fabrication des dérivés du vanadium est sur rétention.

### **5.2 Dispositifs et mesures de préventions des accidents**

#### **5.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité**

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures MMR figurant au chapitre 22.6.4 (tableau 134, pages 356 à 380) de l'étude de dangers révisée en juillet 2023.

L'exploitant met en place les mesures de maîtrises des risques complémentaires telles que définies dans l'arrêté du 29/09/2005, conformément à l'étude de dangers révisée de juillet 2023. Ces mesures de maîtrise des risques sont prescrites en annexe 2 du présent arrêté (Voir Annexe II « informations sensibles »).

L'exploitant transmet le document listant les mesures de maîtrise des risques prévues au présent article.

#### **5.2.2 Événements et parois soufflables**

L'installation d'hydrolyse des résidus de sodium et de lithium est équipée d'une toiture soufflable.

### **5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

#### **5.3.1 Station météorologique**

Une station météorologique avec enregistrement fournit les informations nécessaires (vitesse et direction du vent).

Un dispositif au moins indique la direction du vent. Il est visible de jour et de nuit depuis la salle de contrôle du chlore liquide.

#### **5.3.2 Équipe de sécurité**

L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

L'équipe de sécurité est composée d'au minimum un personnel infirmier et d'une équipe de 10 pompiers.

### **5.3.3 Protection individuelle et collective**

L'établissement dispose, en nombre nécessaire, d'appareils respiratoires individuels (ARI) et de masques autonomes avec bouteilles de recharge, combinaisons étanches, masques à cartouches, situés en différents endroits accessibles en toute circonstance y compris en salle de contrôle.

Au minimum deux ARI et deux combinaisons étanches, ainsi que des masques de protection sont disposés dans un local indépendant, accessible depuis l'extérieur.

Des extincteurs portatifs, en nombre suffisants, de nature et de capacité appropriées sont implantés dans et à proximité des installations de stockage.

Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.

Le matériel est vérifié en permanence et les personnes désignées sont formées à son utilisation.

### **5.3.4 Moyens de lutte contre l'incendie**

- ☐ Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement. En toutes circonstances le débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 3, 5 bars peut être assuré.
- ☐ Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.
- ☐ Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.
- ☐ Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables.
- ☐ L'établissement dispose d'une réserve d'au moins 1000 litres de liquide émulseur contenu dans des containers facilement transportables.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- ☐ Extincteurs adaptés permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21 A pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),
- ☐ Extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- ☐ Extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables,
- ☐ Appareils d'extinction pour feu de sodium d'une capacité unitaire minimale de 7 litres,
- ☐ Sacs et contenants de carbonate de sodium anhydre pour feux de sodium, et carbonate de calcium pour feux de lithium répartis judicieusement sur le site à des endroits spécialement aménagés.
- ☐ Matériel d'intervention mobile de grande puissance,
- ☐ Moto pompe de 60 m<sup>3</sup>/h,
- ☐ Canon mousse.

### 5.3.5 Accès de secours extérieurs

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposé aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

### 5.3.6 Organisation

L'exploitant tient à jour un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.

### 5.4 Prévention du risque de chutes de rochers

L'exploitant met en œuvre une surveillance visuelle annuelle des mesures de protection relatives aux chutes de blocs sur les voies de garage à l'usine haute et sur les chloroducs.

Une inspection approfondie aura lieu chaque année précédant la révision quinquennale de l'étude des dangers.

### 5.5 Prévention du risque d'incendie

L'ensemble du site fait l'objet d'un débroussaillage régulier en tant que de besoin, notamment à proximité des canalisations et de la colonne sèche le long des chloroducs.

## 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### 6.1 Prévention et gestion des déchets

Les résidus de sodium et de lithium sont traités sur site dans des installations de brûlage et/ou d'hydrolyse.

Les stockages des résidus de sodium et de lithium sont réalisés dans le bâtiment 126 et dans des conteneurs boîtes dans les limites autorisées au titre de la rubrique 4610.

### 6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets dangereux	06 05 02*	Boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
	17 09 03*	Autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses
	15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
	16 11 01*	Revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses
	17 01 06*	Mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses
	06 05 02*	Boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
	13 05 02*	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
	15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
	10 08 15*	Poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses
	13 02 05*	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale
	06 03 15*	Oxydes métalliques contenant des métaux lourds
	20 01 35*	Équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23
	06 02 05*	Autres bases
	06 03 13*	Sels solides et solutions contenant des métaux lourds
	06 04 05*	Déchets contenant d'autres métaux lourds
	17 04 09*	Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses
	16 01 14*	Antigels contenant des substances dangereuses
	08 01 11*	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
	16 05 06*	Produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire
	13 03 08*	Huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques
	16 05 04*	Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses
	20 01 26*	Huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25
	18 01 03*	Déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection
	14 06 01*	Chlorofluorocarbones, HCFC, HFC
Déchets non dangereux	20 01 40	Métaux
	20 03 07	Déchets encombrants
	20 01 38	Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37
	06 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs
	17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
	20 01 02	Verre
	06 03 14	Sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13
	17 04 11	Câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10
	06 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs

### **6.3 Limitation du stockage sur site**

La durée maximale de stockage des déchets ne devra pas excéder 6 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (moins de 24 tonnes par an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	50 t : hors ferrailles, 100 t : ferrailles
Déchets dangereux	250 tonnes

## **7. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS CONNEXES**

### **7.1 Conditions particulières applicables aux installations de chlore de l'usine haute et de l'usine basse**

#### **7.1.1 Règlementation applicable**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23/07/97 relatif aux stockages de chlore gazeux liquéfié sous pression lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 18 tonnes s'applique aux installations.

#### **7.1.2 Installations d'extraction et de neutralisation des rejets de chlore de l'usine haute**

Le débit d'extraction des gaz est dimensionné conformément à l'étude de dangers. La concentration de chlore en sortie de l'installation de neutralisation ne dépasse pas 5 cm<sup>3</sup> par m<sup>3</sup>.

#### **7.1.3 Réservoirs et jaugeurs de l'usine haute**

Alarmes de niveau haut ou de charge du réservoir

Les réservoirs de chlore sont protégés du sur-remplissage par des alarmes de niveau haut et de charge maximale du réservoir. Ils sont aussi équipés d'indicateurs de niveau et de charge du réservoir.

Le taux de remplissage ne dépasse pas 95 % du réservoir à la température maximale de service (50°C) et 1250 Kg de chlore liquide par m<sup>3</sup> de capacité.

Équipements de sécurité des réservoirs

Chaque réservoir de stockage fixe comporte au moins l'équipement de sécurité suivant :

- ☐ Une soupape de sécurité
- ☐ Deux dispositifs de mesure de la pression, sans mode commun de défaillance, dont un au moins déclenche une alarme de pression haute
- ☐ Deux dispositifs de contrôle de la charge du réservoir, sans mode commun de défaillance dont un au moins déclenche une alarme en cas de surcharge.

Surpression

Les réservoirs, récipients et tronçons de canalisations isolables sont protégés contre la surpression.

Les réservoirs de stockage et jaugeurs usuellement utilisés sont protégées par deux soupapes tarées à 15 bars. Elles sont isolables pour leur entretien, par un dispositif tel que le réservoir soit toujours protégé par au moins une soupape. Leur canalisation de décharge est reliée à l'installation de neutralisation de chlore.



La détection du fonctionnement d'une soupape nécessite sa maintenance.

Les réservoirs et jaugeurs usuellement utilisés sont équipés d'au moins une mesure de pression ou de température en continu et une alarme indépendante de pression haute.

Les soupapes protégées par un disque de rupture sont équipées d'une alarme de présence de gaz.

Les événements de disques de rupture et décharges de soupapes ou dispositifs équivalents, sont collectés, protégés contre la présence de liquide, la dépression et le retour d'humidité. Ils sont alarmés sur la présence de gaz et de liquide dans le collecteur. Ils sont neutralisés dans une installation de lavage des gaz.

#### Réductions des piquages et diaphragmes

Le nombre des piquages en phase liquide est limité au strict minimum nécessaire au fonctionnement de l'installation.

Leur section intérieure est réduite à la section nécessaire au fonctionnement de l'installation et à une bonne tenue mécanique.

Leur débit est limité au strict minimum nécessaire au fonctionnement de l'installation.

#### Tubes plongeants

Afin de diminuer le débit à la brèche, les tubes plongeants en phase liquide sont installés de préférence aux piquages de fond de réservoir.

#### Surépaisseur des parois

Les réservoirs de stockage ont par construction une surépaisseur de corrosion minimale de 2 mm.

#### Sectionnements automatiques

Les réservoirs sont isolables automatiquement par des sectionnements à fermeture rapide situés à l'intérieur ou au droit des réservoirs.

Les piquages en phase gazeuse sont équipés d'au moins un organe de sectionnement, et les piquages en phase liquide de deux organes de sectionnement.

Ces organes de sectionnement sont à sécurité positive en position fermée par manque d'utilité de commande, commandables automatiquement à distance et manœuvrables manuellement. Leur position (ouverte ou fermée) est connue de façon sûre en salle de contrôle.

Ils sont en particulier commandés par le système de commande de fermeture d'urgence.

#### Capacités de secours

Chaque réservoir fixe ou utilisé à poste fixe est relié à une capacité de secours maintenue toujours vide et de volume au moins égal au volume du plus grand réservoir.

En situation exceptionnelle de recours aux capacités de stockage de chlore de secours, l'exploitant prend, au-delà d'une limite qu'il détermine, des précautions particulières et prédéterminées (à titre indicatif: suspension des activités de maintenance non indispensables, surveillance renforcée des installations, mise en œuvre des capacités de secours par du personnel exercé). Le préfet est tenu informé de la mise en œuvre de ces dispositions.

### **7.1.4 Manutention des conteneurs et cylindres**

La manutention des conteneurs et cylindres pleins est effectuée de façon sûre, et sans risque de chute.



Les opérations de manutention sont effectuées de préférence dans un bâtiment confiné ou au plus près du lieu d'utilisation sur des aires spécialement prévues à cet effet, avec une installation fixe excluant tout risque de mouvement incontrôlé des conteneurs et cylindres. Les aires de manutention sont classées en zone toxique et barrées à la circulation.

Les déplacements sont limités. Lorsque les conteneurs et cylindres sont soulevés, la hauteur au sol ne peut pas dépasser 1,5 mètre.

Les aires de manutention sont équipées de détection gaz fixe et d'au moins un détecteur portable en état de marche.

La détection gaz actionne une alarme locale et en salle de contrôle.

Les conteneurs, cylindres ou bouteilles défectueux ou fuyards sont détectés et traités sans délai.

L'exploitant définit les moyens de traitement et d'isolement des conteneurs ou cylindres défectueux ou accidentés en cours de manutention, répondant aux objectifs généraux du présent arrêté, et au moins :

- ☐ La mise en place d'un bouclier étanche sur les vannes de sortie du conteneur et cylindre par des opérateurs protégés ;
- ☐ Le traitement de la flaque.

Les aires de manutention sont étudiées pour permettre la collecte des fuites accidentelles d'un conteneur ou cylindre et des solutions de neutralisation des vapeurs et de traitement de la flaque.

Les rejets et résidus de neutralisation sont collectés avant leur traitement.

#### **7.1.5 Chargement et stockage des cylindres et conteneurs**

Les cylindres ou conteneurs pleins ou en cours de remplissage sont confinés dans un bâtiment relié à l'installation de neutralisation des gaz, répondant aux objectifs et prescriptions du présent arrêté.

Les conteneurs et cylindres en cours de remplissage sont positionnés et fixés sur un support stable et de solidité éprouvée.

Un système empêche que les branchements des phases liquide et gazeuse soient intervertis. Les sorties des tubes plongeurs en phase liquide et gazeuse sont équipées d'un sectionnement automatique rapide commandable à distance ne générant pas de risque supplémentaire.

#### **7.1.6 Remplissage, stockage et manutention des bouteilles**

Les quantités présentes sur le site dans des citernes et réservoirs mobiles sont limitées aux besoins normaux de l'établissement.

Les 2 postes de remplissage des bouteilles sont installés dans un bâtiment qui assure le confinement de fuites éventuelles de chlore. Ces postes sont équipés d'un détecteur de chlore et d'une aspiration reliée directement à l'installation de lavage des gaz.

Toute détection de gaz lors du remplissage d'une bouteille ferme automatiquement l'arrivée du chlore et entraîne automatiquement le démarrage de l'aspiration à grand débit.

Les zones de stockages des bouteilles vides et pleines sont délimitées par marquage au sol.

Les bouteilles sont sanglées dans des paniers de manutention lors des opérations de chargement et déchargement des camions.

#### **7.1.7 Stationnement des wagons citernes, camions citernes et isoconteneurs**

Le stationnement des wagons citernes, camions citernes, isoconteneurs et conteneurs boîtes n'est autorisé sur le site que dans des emplacements bien délimités et à l'abri de toute collision. Deux cales au moins doivent permettre de bloquer les citernes mobiles à poste fixe. Les quantités présentes sur le site sont limitées aux besoins de réception, de fonctionnement et d'expédition de l'établissement.

Les aires de stationnement sont éloignées des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ainsi que des voies de circulation extérieures à l'établissement, des habitations et des établissements recevant du public.

Les stationnements de wagons et isoconteneurs sur châssis routiers pleins de chlore et les détecteurs de chlore associés sont autorisés et installés conformément au plan de l'annexe 3 confidentielle du présent arrêté.

En particulier, le stationnement des wagons (citernes ou isoconteneurs sur châssis ferroviaire) est effectué prioritairement sur les voies 14 (8 emplacements), 16 et 18 (18 emplacements).

Le stationnement des isoconteneurs pleins sur châssis routier est autorisé dans la limite de 4 isoconteneurs pleins sur une zone dédiée et matérialisée.

Si les capacités de stockage ci-dessus sont dépassées, le stockage supplémentaire est exceptionnellement réalisé sur la voie 12 (7 emplacements), la voie 5 (2 emplacements), la voie 7 (2 emplacements) ou les voies 9 et 11 (2 emplacements).

La voie 10 est réservée à la circulation des trains.

L'exploitant est en mesure de justifier du respect de la limite des 15 unités mobiles de transport sur châssis ferroviaires (hors les 2 unités présentes au poste de remplissage) et 4 isoconteneurs sur châssis routiers présents sur site au moins la moitié des jours sur une année calendaire.

En cas de difficultés à expédier le chlore, 22 unités mobiles de transport supplémentaires sur châssis ferroviaires peuvent être temporairement positionnées sur les emplacements sécurisés de l'usine haute. Les durées de stockage de ces unités supplémentaires sont limitées au strict minimum et ne dépassent en aucun cas la moitié d'une année calendaire. L'exploitant est en mesure de justifier du respect de cette prescription.

Tout recours à des unités mobiles de transport supplémentaires sur châssis ferroviaires (dépassement du seuil de 15 unités) sera porté à la connaissance de l'inspection.

Dès la présence de plus de 15 wagons et 4 isoconteneurs (sur châssis ferroviaire ou routier) sur site, c'est-à-dire plus de 19 unités mobiles, MSSA n'augmente pas le nombre de cellules d'électrolyse en fonctionnement tant que la situation n'est pas revenue à la normale (c'est-à-dire moins de 19 unités mobiles sur site, soit moins de 15 wagons et 4 isoconteneurs).

Pendant les périodes de recours aux citernes fixes de secours, l'exploitant examine toutes les possibilités pour évacuer temporairement les quantités équivalentes en wagons (soit 4 wagons) dans une installation sécurisée et les met en œuvre.

#### **7.1.8 Chargement des citernes sur châssis ferroviaires ou isoconteneurs sur châssis routiers ou ferroviaires**

Les deux bras de chargement du poste de chargement ne sont pas utilisés simultanément.

### 7.1.9 Wagons et isoconteneurs chargés

Les wagons et isoconteneurs sont maintenus au poste de chargement confinés chargés pendant 1h00 après débranchement.

L'exploitant respecte strictement la réglementation sur le transport des matières dangereuses. Lors de leur entrée dans le site industriel, les wagons-citernes, véhicules-citernes et isoconteneurs font l'objet d'un contrôle rigoureux, qui comprend notamment :

- ☐ Un contrôle visuel afin de s'assurer de l'absence d'anomalie (fuite, corrosion...),
- ☐ La vérification de la signalisation et du placardage,
- ☐ Dès que possible, la vérification de l'utilisation de la citerne dans la gamme pour laquelle elle a été conçue (niveau de remplissage y compris au moyen du bon de pesée, substance...).

Si le contrôle met en évidence une non-conformité, l'exploitant met en sécurité le wagon ou le camion et déclenche une procédure adaptée.

Pour les wagons ou isoconteneurs sur châssis ferroviaire :

- ☐ A l'intérieur du site, la vitesse de tous les véhicules sur rail est limitée à une vitesse qui ne saurait être supérieure ni à 6 km/h ni à la moitié de la vitesse pour laquelle le wagon a été dimensionné. La vitesse des véhicules routiers circulant sur les voies proches est limitée à 20 km/h et à 10 km/h lors de la traversée de voies ferrées.
- ☐ Les wagons sont manipulés par du personnel habilité.
- ☐ Les voies et les aiguillages sont maintenus en bon état et font l'objet d'inspections périodiques.
- ☐ Les zones d'attente ou de stationnement des wagons sont délimitées, clôturées (ou à l'intérieur du site clôturé) et surveillées.
- ☐ Une ronde de surveillance des zones d'attente et de stationnement est réalisée à chaque poste.
- ☐ Le locotracteur ne stationne pas à proximité immédiate des wagons.
- ☐ Lors d'une opération de dépotage, l'aiguillage permettant d'accéder à la zone de dépotage est maintenu verrouillé.
- ☐ Les zones d'attente ou de stationnement disposent de détecteurs de chlore.
- ☐ Dans le cas de situations d'urgence (début de fuite détectée par les équipements cités ci-dessus, par exemple), l'exploitant dispose de moyens adaptés à la substance et aux équipements.
- ☐ En cas de nécessité, notamment au regard de la cinétique des phénomènes dangereux redoutés, l'exploitant est en mesure de déplacer les wagons dans des délais appropriés.

Pour les isoconteneurs sur châssis routier :

- ☐ A l'intérieur du site, la vitesse de tous les véhicules est limitée à une vitesse qui ne saurait être supérieure ni à 20 km/h ni à la moitié de la vitesse maximale pour laquelle les véhicules-citernes ou conteneurs-citernes fixées sur un camion ont été dimensionnés.
- ☐ Les zones d'attente ou de stationnement des véhicules sont délimitées, situées à l'intérieur du site clôturé et surveillées.
- ☐ Les isoconteneurs sur châssis routiers sont stationnés sur site la veille de leur remplissage sauf si les essieux des châssis sont équipés de témoins de desserrage et d'échauffement et qu'une procédure de vérification des témoins d'échauffement et de desserrage est mise en place.

- ❑ Le véhicule reste sous surveillance continue suite à son immobilisation à l'intérieur du site et pendant une durée suffisante pour que l'exploitant puisse s'assurer qu'il n'existe plus de risque d'incendie (notamment feu de freins et de pneus).
- ❑ Les zones d'attente ou de stationnement disposent de détecteurs de chlore.
- ❑ Dans le cas de situations d'urgence (début de fuite détectée par les équipements cités ci-dessus, par exemple), l'exploitant dispose de moyens adaptés à la substance et aux équipements.
- ❑ En cas de nécessité, notamment au regard de la cinétique des phénomènes dangereux redoutés, l'exploitant est en mesure de déplacer les véhicules dans des délais appropriés.

Ces éléments sont développés dans des procédures spécifiques, tracées dans le Système de Gestion de la Sécurité, régulièrement mises à jour et tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Les enregistrements justifiant l'application de ces procédures sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **7.2 Transport du chlore gazeux et du sodium par les canalisations de liaison entre les parties basses et hautes de l'usine**

### **7.2.1 Description des canalisations**

Les canalisations véhiculant du chlore et du sodium entre l'usine basse et l'usine haute sont réglementées comme des tuyauteries connexes aux installations et activités exploitées par MSSA et autorisées au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le chlore gazeux est véhiculé depuis l'usine basse vers l'usine haute au moyen de trois chloroducs (deux chloroducs en fonctionnement normal et un chloroduc de secours).

Le sodium liquide est véhiculé depuis l'usine basse vers la gare de l'usine haute au moyen d'une canalisation (sodioduc).

Elles sont exploitées dans les conditions du dossier de demande d'autorisation initiale de MSSA et dans le respect de l'étude de dangers des installations exploitées par MSSA dans laquelle ces canalisations sont prises en compte.

Unité et localisation	Référence de la tuyauterie et caractéristiques techniques (DN, PMS, longueur, ....)	Produits transportés	Organes délimitant la tuyauterie
3 chloroducs	DN125 PMS 1,2 bars 870 mètres	Chlore	2 vannes automatiques 2 vannes manuelles
1 sodioduc	DN50 800 mètres	Sodium liquide	Fonctionnement 4h par jour en présence d'opérateurs, mise sous azote en dehors des transferts

### **7.2.2 Conception, fabrication, contrôle, suivi en service**

L'exploitant élabore une procédure ou tout document équivalent dans laquelle il précise les dispositions qu'il met en œuvre pour la conception, la fabrication, le contrôle mais aussi le suivi en service de ces tuyauteries.

Sauf écart dûment justifié, ces dispositions sont issues de celles applicables aux canalisations de transport ou au Plan de Modernisation des Installations Industrielles.

### **7.2.3 Intégration au Système de Gestion de la Sécurité**

Les tuyauteries mentionnées à l'article 7.2.1 seront intégrées dans le champ du SGS du site. Les procédures, modes opératoires, procès-verbaux de contrôle ou documents équivalents seront également intégrés dans ce système de gestion. Ils seront tenus à disposition des inspecteurs de l'environnement.

### **7.2.4 Intégration à l'étude de dangers**

L'EDD du site intègre les tuyauteries mentionnées à l'article 7.2.1 et fait l'objet des réexamens quinquennaux ou révisions quinquennales, le cas échéant. Une attention particulière est portée à l'évolution de la gravité autour de ces tuyauteries. Des mesures de maîtrise des risques sont adoptées en conséquence, si nécessaire.

### **7.2.5 Protection des canalisations**

Les canalisations sont à l'abri des risques d'incendie ou d'explosion ; les terrains jouxtant ces canalisations sont en particulier régulièrement débroussaillés.

Par ailleurs, celles-ci sont à l'abri des risques de chocs mécaniques.

Les organes de sectionnement des canalisations chlore sont munis d'un dispositif de fermeture automatique conçu pour entrer en action en cas de rupture ou de fuite de la canalisation entraînant une baisse de pression anormale.

Les chloroducs sont équipés au minimum d'une vanne à fermeture automatique en cas de fuite en partie haute et en partie basse.

### **7.2.6 Accès**

Les voies d'accès à ces canalisations sont interdites aux personnes non habilitées.

### **7.2.7 Liaisons usine haute/usine basse**

Entre les deux extrémités, des liaisons permanentes par téléphone, radio ou télésurveillance sont établies.

### **7.2.8 Inspection visuelle**

Une inspection visuelle au moins une fois par semaine des canalisations et de leurs abords est réalisée, et un compte rendu est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **7.2.9 Seuil pression / Basculement sur chloroduc de secours**

L'exploitant est en mesure de justifier de l'optimisation du seuil de détection de la chute de pression des chloroducs.

Ce seuil déclenche les procédures de permutation du transfert de chlore vers le chloroduc de secours, les opérations nécessaires de mise en sûreté des installations, et les procédures d'alerte et d'intervention précisées dans les documents de sécurité de l'établissement.



#### **7.2.10 Perte de pression de deux chloroducs**

En cas de déclenchement de sécurité, par manque de pression de deux chloroducs, l'électrolyse est stoppée automatiquement, sans délai. L'exploitant prend alors toutes les mesures pour mettre en sûreté les installations et traiter les gaz résiduels dans les installations prévues à cet effet.

### **7.3 Conditions particulières applicables à la manipulation et au stockage du sodium à l'usine haute (gare) et à l'usine basse**

#### **7.3.1 Zones de stockage**

Les zones de stockage des récipients mobiles de sodium vides et pleins sont délimitées par des marquages au sol et signalisations complémentaires appropriées.

#### **7.3.2 Transferts de sodium**

Les transferts de produits dans les canalisations extérieures aux bâtiments se font à l'aide de pompes électromagnétiques.

Pour toute nouvelle canalisation, la détection des fuites de sodium est assurée par la mise à la masse de fils électriques isolés par perles.

#### **7.3.3 Détection fumées/ventilation/présence d'eau**

Les bâtiments et locaux contenant des stockages ou installations de manipulation de sodium sont équipés de détecteurs de fumée.

Les locaux où s'opèrent la manipulation et le stockage sont largement ventilés et toutes dispositions sont prises pour éviter une élévation dangereuse de la température. Les bâtiments et leurs dispositifs de ventilation sont aménagés de telle manière qu'il n'y ait aucune entrée d'eau dans ceux-ci.

Aucun liquide combustible, ni aucune matière facilement combustible n'est introduite dans ces locaux, à l'exclusion des matières permettant le conditionnement, le maintien en température et le réchauffage du sodium.

Les réépreuves hydrauliques réglementaires des citernes fixes de sodium liquide, sont exécutées avec un fluide autre que l'eau.

#### **7.3.4 Surveillance des bâtiments et locaux**

Les bâtiments et locaux contenant des substances réactives au contact de l'eau font l'objet d'une surveillance régulière.

En particulier :

- ☐ les bâtiments regroupant des citernes et des stockages de sodium et de lithium (bâtiments 15, 18 et 126 en particulier) font l'objet d'inspections régulières de l'étanchéité de la toiture et de la tenue du bâtiment
- ☐ les rétentions des citernes de sodium liquide sont régulièrement inspectées pour vérifier l'absence d'eau
- ☐ les toits des isoconteneurs contenant des fûts de résidus en attente d'élimination à l'usine basse font l'objet d'une surveillance visuelle régulière et d'un bâchage préventif si nécessaire.



### **7.3.5 Installations électriques**

Une surveillance renforcée des installations électriques des bâtiments abritant des substances stockées au titre de la rubrique 4610 est mis en place, en particulier dans les bâtiments 18 et 126, afin de détecter tout défaut qui serait de nature à déclencher un incendie.

### **7.3.6 Stockages en isoconteneurs à l'usine basse**

Le stationnement des camions est interdit à proximité des isoconteneurs ou des conteneurs boîtes contenant des résidus à l'usine basse.

### **7.3.7 Manutention**

Les manutentions des citernes et réservoirs mobiles ne peuvent se réaliser que lorsque le sodium a été refroidi et se trouve à l'état solide.

Seuls sont acceptés des déplacements de fûts de sodium liquide à l'atelier d'enfûtage sur des distances inférieures à 10 m et couvercle fermé.

### **7.3.8 Stockages**

Seuls les conteneurs en attente d'expédition, et de ce fait conformes à la Réglementation des Transports des Matières Dangereuses, et les conteneurs de 4 tonnes sont stockés sur des aires extérieures.

Le stockage est fait dans des récipients métalliques emmagasinés dans un local spécial non inondable et ne renfermant aucune canalisation d'eau ou de vapeur, ni aucun caniveau et égout dans lesquels du sodium pourrait pénétrer. Les récipients sont surélevés d'au moins 10 cm du sol. Toutes les dispositions sont prises pour éviter qu'une oxydation ou une hydratation dangereuse ne puisse se produire.

Les quantités de sodium stockées sont les plus réduites possible dans les conditions normales de fonctionnement de l'usine.

### **7.3.9 Moyens d'extinctions**

En complément aux matériels de lutte contre l'incendie décrit à l'article 5.3.4, des réserves de 25 t de carbonate de sodium anhydre, et de 500 kg de poudre pour feu de sodium sont disponibles dans l'enceinte de l'usine.

Des engins de transport et de manutention sont à tout moment, disponibles afin d'acheminer ces réserves de produits sur le lieu du feu de sodium.

Les robinets d'incendie armés sont remplacés par des extincteurs à poudre sur roues de 150 kg dans les zones où il y a du sodium.

## **7.4 Conditions particulières applicables aux compresseurs, pompes et évaporateurs**

Ces équipements sont éloignés des sources de risques.

Des détecteurs gaz sont judicieusement installés à proximité des installations pour les mettre automatiquement en sécurité en cas de danger.

Les compresseurs de transfert sont en particulier protégés :

- De la présence de liquide en amont ;
- Du retour de condensats en aval ;
- Des surpressions haute et basse ;
- Des températures hautes.

Les pompes seront en particulier protégées et alarmées contre le fonctionnement à sec.

Les évaporateurs seront en particulier protégés des surpressions par des soupapes collectées.

## **7.5 Conditions particulières applicables au transport de matières dangereuses**

### **7.5.1 Conditions d'accès, d'évacuation, de circulation interne ou de stationnement des véhicules transportant des matières dangereuses.**

L'exploitant détermine, pour les produits inflammables, les distances d'isolement nécessaires.

### **7.5.2 Conditions de réception ou d'expédition de matières dangereuses.**

L'exploitant ou son représentant nommément désigné est averti des dates, heures et natures des livraisons ou expéditions de matières dangereuses.

Les livraisons ou expéditions de certains produits à certaines dates ou heures, peuvent être interdites pour des motifs justifiés (sécurité publique, conditions locales particulières ...).

Lors des réceptions ou expéditions de matières dangereuses, l'exploitant s'assure de la disponibilité du personnel qualifié suffisant et des moyens de prévention ou de signalement d'accident nécessaires.

Cette disposition vise également les conditions d'accès ou d'évacuation de l'établissement par les véhicules.

Si l'exploitant ne peut recevoir une livraison de matières dangereuses, il s'assure que le stationnement du véhicule à l'extérieur de l'établissement ou son retour au point d'expédition se fasse dans de bonnes conditions de sécurité.

Dans tous les cas, la nature des produits chargés ou déchargés est contrôlée.

### **7.5.3 Conditions particulières applicables au transport de matières dangereuses**

L'exploitant vérifie, avant chargement, la compatibilité du produit à expédier avec l'état, les caractéristiques et la signalisation du véhicule en se référant notamment aux dispositions prévues par le règlement sur le transport des matières dangereuses.

Il s'assure, avant d'autoriser le départ d'un véhicule :

- ☐ De la qualification du chauffeur, il l'informe au besoin sur la nature et les risques des produits transportés et les mesures à prendre en cas d'accident, il lui fournit les documents d'information nécessaires ;
- ☐ De l'existence du certificat d'autorisation de transport s'il est exigé par les textes réglementaires ;
- ☐ De la propreté des citernes, en particulier pour éviter des mélanges incompatibles ou dangereux avec d'éventuels produits résiduels ;
- ☐ De l'équipement du véhicule en matériel adapté et permettant de limiter en première urgence les conséquences d'un accident ;
- ☐ Des bonnes conditions de stockage (fermeture des vannes...), d'emballage, d'arrimage et d'étiquetage des produits.

### **7.5.4 Conditions particulières applicables aux opérations de transbordement**

Les opérations de transbordement d'un isoconteneur chargé de matières dangereuses de châssis routier à châssis ferroviaire et inversement sont réalisées sur une zone délimitée et sécurisée sous la responsabilité d'un responsable désigné, au moyen d'un camion grue spécifique à la manutention des isoconteneurs, agréé, contrôlé et conforme aux normes de sécurité en vigueur. La conformité du camion et des équipements de levage selon les normes en vigueur.

Une procédure dédiée aux opérations de transbordement est rédigée et mise en œuvre.

Le responsable des opérations de transfert veille à ce que :

- ☐ le personnel habilité au transbordement ait reçu la formation adaptée ;
- ☐ les consignes de transbordement soient connues et respectées ;
- ☐ les procédures pour mettre l'isoconteneur en sécurité en cas de nécessité soient connues et respectées.

## **7.6 Conditions particulières applicables aux installations de chauffage par fluide caloporteur**

L'huile est contenue dans une enceinte métallique avec vase d'expansion.

Au point le plus bas des installations, un dispositif de vidange totale est aménagé permettant d'évacuer le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de celles-ci. Le liquide est conduit par gravité vers un réservoir de capacité convenable.

Cette vidange peut être réalisée rapidement et sans nuire à la sécurité et à la sauvegarde des installations quelle que soit la configuration d'utilisation de celles-ci.

Un dispositif thermométrique permet de contrôler à chaque instant la température maximum du liquide transmetteur de chaleur.

Un dispositif automatique de sûreté empêche la mise en chauffage en assurant l'arrêt du chauffage lorsque la quantité du liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service sont insuffisants.

Un dispositif thermostatique maintient dans des limites convenables, la température maximale du fluide.

## **7.7 Emploi et stockage de substances solides toxiques**

Les installations de stockage sous auvent sont implantées à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété.

Les substances toxiques sont utilisées ou manipulées dans un local ou enceinte fermé et ventilé selon les dispositions du présent arrêté, et implanté à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété.

La hauteur des stockages sous auvent ne doit pas excéder 4 mètres.

Les substances toxiques sont stockées, manipulées ou utilisées dans des endroits réservés et protégés contre les chocs.

Les fûts ou bidons contenant les substances toxiques sont stockés verticalement sur les palettes. Toute disposition est prise pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

## **7.8 Emploi et stockage d'acides**

### **7.8.1 Stockage**

Toute aire de stockage à l'air libre ou sous auvent des récipients doit être située à une distance d'au moins 10 mètres de tout stockage de matières combustibles ou de produits susceptibles de réagir vivement avec les acides ou anhydrides ainsi qu'à une distance d'au moins 30 mètres des limites de propriété.

### **7.8.2 Emploi**

Les substances visées doivent être employées en circuits fermés.

### **7.8.3 Comportement au feu des bâtiments**

En cas de stockage dans des bâtiments, les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ☐ Murs et planchers hauts coupe-feux de degré 2 heures ;
- ☐ Couverture incombustible ;

- ☐ Portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- ☐ Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure ;
- ☐ Matériaux de classe MO (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

#### **7.8.4 Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

En particulier, les réservoirs doivent faire l'objet d'examens périodiques. L'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs doit être effectué chaque année sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder douze mois.

Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques ou inflammables, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques) sont mises en œuvre. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, on doit procéder à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier.

Un contrôle des impuretés éventuelles pouvant être présentes doit régulièrement être effectué.

Les lavages pouvant précéder les vérifications périodiques ne doivent pas provoquer d'attaque sensible des matériaux susceptible d'être accompagnée de dégagement gazeux.

Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les opérations de vidange et de remplissage des réservoirs doivent être effectuées de telle sorte à éviter toute possibilité d'épanchement de liquides ou de mélanges de liquides incompatibles. Elles s'effectuent sous la conduite d'une personne dûment habilitée à cet effet, pendant les opérations de transfert.

La vidange en service normal se fait soit par un robinet placé à la partie inférieure du réservoir et muni d'un tampon de sécurité guidé à l'intérieur du réservoir, soit par un siphonnage avec dispositif à poste fixe permettant l'amorçage facile du siphon muni à son extrémité d'un robinet d'arrêt facile à manœuvrer ou tout autre dispositif susceptible de satisfaire à l'objectif de prévention de débordement.

Suivant les cas, un dispositif doit permettre de manœuvrer à distance le tampon de sécurité ou bien un dispositif antisiphon, commandé à distance, apposé sur la canalisation pour être utilisé en cas d'accident ou d'incident au robinet d'arrêt pendant les opérations de vidange.

L'alimentation des réservoirs s'effectue au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide ; le bon état des canalisations doit être vérifié fréquemment.

Toute possibilité de débordement de réservoirs en cours de remplissage est évitée en apposant un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

Les événements, les trous de respiration et, en général, tous mécanismes pour évacuer l'air du réservoir au moment du remplissage ou pour faire pénétrer l'air au moment de la vidange doivent avoir un débit suffisant pour qu'il n'en résulte jamais de surpressions ou de dépressions anormales à l'intérieur.

#### **7.8.5 Risques**

Les récipients peuvent être stockés en plein air mais ne doivent pas être exposés au rayonnement solaire direct et doivent être protégés contre les intempéries.

Si les produits sont stockés dans des locaux, ceux-ci doivent être bien ventilés et les produits doivent être protégés du rayonnement solaire direct. Dans tous les cas, les produits doivent être stockés à l'écart de toute source de chaleur ou d'ignition.

#### **7.8.6 Mise en service**

Lors de la première mise en service de l'installation et ensuite lors de toute modification ou de réparation de cette installation, un contrôle d'étanchéité est réalisé par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **7.8.7 Rejets à l'atmosphère**

Les installations susceptibles de dégager des gaz ou vapeurs toxiques doivent être munies de dispositifs permettant de collecter, canaliser et traiter les émissions y compris les points des purges effectuées au cours des opérations de branchement/débranchement des récipients.

#### **7.9 Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement**

L'établissement, dont l'activité est non interruptible, dispose d'une réserve de produits consommables suffisante pour permettre d'assurer une continuité de l'activité et de la surveillance des rejets dans des conditions exceptionnelles.

Le plan de continuité d'activité mis en œuvre au sens de l'établissement définit les modalités permettant de garantir le non-arrêt des opérations dans le respect des prescriptions du présent arrêté.

#### **7.10 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

L'ensemble des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1999 modifié par les arrêtés complémentaires susvisés sont abrogées et remplacées par les prescriptions techniques du présent arrêté.

### **8. RÉCAPITULATIF DES ÉCHÉANCES**

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance à compter de la notification du présent arrêté
1.5.1	Actualisation des garanties financières	31/12/2025
2.3.1	Proposition de surveillance en continu des poussières ou sur paramètre de substitution	12 mois
2.4.1	Plan de surveillance des retombées atmosphériques	12 mois
2.4.2	Première campagne de mesure dans l'environnement	18 mois



Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance à compter de la notification du présent arrêté
2.4.3	Rapport sur la campagne de mesure	24 mois (puis tous les 3 ans)
2.5	Plan de gestion émissions des salles d'électrolyse	Bilan tous les 6 mois
2.6	Etude et propositions concernant la captation des poussières de LiCl lors des transferts	12 mois
3.2.2	ETE circuits de refroidissement ouvert	6 mois
3.3.3	Diagnostic et plan d'actions rejets baryum et vanadium à l'Isère	12 mois
3.5.2	Liste des substances dangereuses	6 mois
3.5.2	Surveillance des sols	31 décembre 2027 puis tous les 10 ans
5.2.1, annexe 2	MMR complémentaires	Echéancier : 31 janvier 2026 Mise en œuvre : 31 décembre 2026

## **9. DISPOSITIONS FINALES**

### **9.1 Publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Marcel pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Saint-Marcel fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

### **9.2 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.



Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### 9.3 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Savoie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Julien PAILHERE

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Annexes à l'arrêté préfectoral n°ICPE-2025-061 du 30 NOV. 2025  
portant actualisation et consolidation des prescriptions  
techniques applicables à l'établissement MSSA**

---

**LISTE DES DOCUMENTS CONFIDENTIELS**

**ANNEXE 1 : NATURE DES INSTALLATIONS**

**ANNEXE 2 – MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES (MNR) ET BARRIÈRES DE  
SÉCURITÉ**

**ANNEXE 3 – PLANS :**

- ☐ **3-1 PLAN DE L'ENSEMBLE DU SITE, INCLUANT LES CHLORODUCS ET LE SODIODUC ENTRE LES DEUX IMPLANTATIONS**
  - ☐ **3-2 PLAN DE L'USINE BASSE**
  - ☐ **3-3 PLAN DE L'USINE HAUTE, AVEC LES ZONES DE STATIONNEMENTS DES WAGONS ET ISOCONTENEURS À L'USINE HAUTE**
- 



PRÉFECTURE DE LA SAVOIE

Vu pour être annexé  
à l'arrêté Préfectoral du 30 NOV. 2025

La PRÉFÈTE,

Pour la Préfète en par délégalation,  
Le secrétaire général,

  
Julien PAILHERE